|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| votre avis du  votre référence  notre référence  S2/  annexes   |  | | --- | | N° d’entreprise 0314.595.348 | | Bruxelles, 3/3/2021 |
| Note à la Présidente et aux membres  du Comité de direction |
| **Objet :revue de directionenvironnementale2020** |

Selon le règlement européen EMAS, une revue de direction du système de management de l'environnement (SME) doit être réalisée à intervalles planifiés (rythme annuel dans notre système) par la direction de l'organisation à son plus haut niveau.

Cette revue a pour but de s'assurer que le système de management environnemental est toujours approprié et efficient.

Les éléments d'entrée et de sortie de cette revue tels que définis dans   
le règlement EMAS se retrouvent dans la présente note de support.

La procédure du SME de référence P02 intitulée « Appréciation de la direction », disponible sur le site intranet du SPF, rubrique « Politique environnementale », décrit comment la revue est préparée, menée et formalisée quant à ses résultats. Cette procédure consiste en fait en l'adaptation des prescriptions du règlement EMAS à la structure et à l'organisation du SPF Economie.

1. **Champ d'application actuel du système de management de l'environnement et de l'enregistrement EMAS**

Actuellement, le système de management de l'environnement (SME) instauré au sein du SPF Economie pour obtenir l'enregistrement EMAS s'applique :

* à l'ensemble des missions du SPF ;
* à la logistique générale du département, par exemple les achats de fournitures de bureau et la consommation des véhicules de service ;
* aux consommations propres des bâtiments City Atrium C ainsi que NG II et NG III.

1. **Politique environnementale**

La politique environnementale du SPF Economie reprise en annexe1, constitue le point de départ de la démarche EMAS car c'est dans ce document que sont définis les objectifs environnementaux généraux.

Le Comité de direction est seul juge de la nécessité ou non de la modifier.

Les objectifs environnementaux des projets actuellement en cours concordent bien avec les objectifs généraux exprimés dans l'actuelle politique du SPF.

*Dès lors, nous proposons au Comité de direction de garder la politique environnementale du SPF inchangée.*

1. **Les résultats des audits y compris l’évaluation du respect de la législation**

Audits externes

Pour pouvoir s’enregistrer dans l’EMAS, les organisations doivent démontrer qu’elles respectent les dispositions légales. Du fait de cette exigence, les vérifications EMAS s’apparentent toujours à un contrôle de conformité. Il s’agit d’un contrôle qui est exécuté par un vérificateur environnemental indépendant et externe.

L’audit de re-certification EMAS : 2018, ISO 14001 :2015 a été réalisé en février 2021.

Lors de cet audit, 5non-conformités ont été détectées par l’auditeur :

- la revue de Direction n’est pas complète et n’a pas été validée ;

- les objectifs 2021 et 2024 n’ont pas été validés par le Comité de Direction ;

- les bâtiments NGII et NGIII n'ont pas de permis valide ;

- l'évaluation de la conformité réglementaire est incomplète ;

- le stockage des produits inflammables n'est pas conforme aux exigences légales.

L’audit a montré que le SME n'a pas été suivi et manque d'une dynamique d'amélioration continue. Les remarques formulées lors des deux audits externes précédents n'ont pas été prises en compte. La communication interne est insuffisante et inefficace. Les services évaluent correctement leurs impacts significatifs et des mesures sont prises concernant les missions. Le suivi du SME par l'ensemble du personnel est inégal, et le système documentaire semble peu adapté aux besoins de l'organisation.

En vue de la mise en conformité de notre SME, nous avons prévu la tenue d’un audit de suivi supplémentaire à brève échéance (post-audit).

Lors de l’audit de re-certification de février 2021, il est apparu que nous procédons à la vérification externe trop tard par rapport à l’année relative aux données (par exemple, en 2021 nous avons vérifié les données relatives à l’année 2019). Cela entraine des difficultés et des retards dans la mise en place des éventuelles actions correctives et impacte l’efficacité de notre SME. Par ailleurs, cela engendre également un retard dans la publication de la déclaration environnementale.

Afin de corriger cela et d’améliorer notre système de management environnemental, nous proposons de revoir le rythme des vérifications externes. A cette fin, un audit de surveillance sera organisé en novembre 2021 pour vérifier les données de l’année 2020. Ensuite, chaque année, l’audit externe aura lieu en juin pour vérifier les données relatives à l’année précédente.

|  |  |
| --- | --- |
| Planning des audits externes à venir : | |
| Audit de suivi supplémentaire (post-audit) | juin 2021 |
| Audit de surveillance (données 2020) | novembre 2021 |
| Audit de surveillance {données 2021} | juin 2022 |

Audits internes

Le règlement EMAS prévoit que l'intégralité du SME, c'est-à-dire tous les services en relation avec le système de management environnemental, fasse l'objet d'un audit interne au minimum une fois sur une période de trois ans, soit la durée d'un cycle d'enregistrement EMAS.

Aucun audit interne n'a été réalisé en 2020. Ceci est partiellement explicable par l'inoccupation des bâtiments suite au Covid qui complique la réalisation des audits. Par ailleurs, force est de constater que le nombre d'auditeurs disponibles a chuté avec le départ de plusieurs d’entre eux.

Nous avons rédigé un programme d’audits internes 2021-2023 (voir annexe 3).

Afin de procéder à une refonte de notre système de management, nous proposons d’organiser un audit interne dans le courant du mois d’avril 2021. Cet audit permettra de mettre en lumière les points à revoir et à améliorer. Nous considérons cette étape comme essentielle en vue d’apporter les corrections nécessaires. Pour la réalisation de cet audit, nous comptons nous appuyer sur les forces internes existantes ainsi que sur le réseau fédéral EMAS. Sur le long terme, nous organiserons des formations spécifiques pour récréer un pool d’auditeurs EMAS.

Le respect de nos obligations de conformité

Le SPF Economie est tenu de se conformer à diverses réglementations environnementales applicables aux niveaux local, national et européen. Celles-ci établissent les exigences légales contraignantes que le SPF Economie s’est engagé à respecter dans le cadre du SME.

Pour satisfaire à ces prescriptions et compte tenu des remarques des derniers audits, le CEMAS a mis à jour en janvier 2021 un registre global des règlements environnementaux.

Ce registre reprend– sans cependant s’y limiter– les éléments suivants :

* les permis environnementaux;
* les règlements relatifs au recyclage, au tri et à l’élimination des déchets ;
* les règlements relatifs aux émissions de polluants atmosphériques ;
* les règlements relatifs à l'efficacité énergétique, à la gestion de l'énergie, à l’entretien des bâtiments et à l'utilisation de réfrigérants.

Pour chaque réglementation, des fiches récapitulatives ont été créées. Néanmoins, les exigences européennes ne sont pas encore intégrées au registre et aucun audit exhaustif de conformité aux exigences applicables n'a été effectué. Le CEMAS procédera à cet audit au courant du mois de mars 2021.

Le « registre des non-conformités, des points d'attention, des opportunités d'amélioration et des plaintes » est complété et mis à jour.

La certification de la Performance Energétique des Bâtiments (PEB) pour nos bâtiments est en ordre.

Le Permis d’environnement pour le City Atrium est en ordre (2/5/2016), en revanche, les permis du NGII et NGIII ont expiré depuis 2020 et le renouvellement est en cours. Une décision est attendue pour le 22/3/2021.Ce retard est partiellement explicable par la situation sanitaire actuelle.

Enfin, pour éviter que cette situation ne se reproduise à l’avenir, nous avons mis en place une procédure spécifique et un rappel automatique 18 mois avant l’expiration des permis pour entamer, avec le propriétaire, les démarches nécessaires.

1. **Les communications pertinentes provenant des parties intéressées, y compris les plaintes**

Nous n’avons enregistré aucune plainte des parties intéressées à caractère environnemental concernant les missions du SPF ou les bâtiments City Atrium et les NG.

1. **Le niveau de réalisation des objectifs environnementaux**

Les objectifs 2017-2021 sont repris dans le tableau ci-dessous. Pour chaque domaine, nous avons indiqué l’objectif, l’indicateur de suivi et le niveau de réalisation en 2019. Pour juger de l’atteinte de nos objectifs, nous comparons pour ce cycle nos performances environnementales aux moyennes des résultats enregistrés entre 2013 et 2016(Auto-Benchmarking).

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectifs EMAS**  **Cycle 2017 - 2020** | | | | |
| **Matières** | **Objectifs** | **Indicateurs**  *ETP= Equivalent Temps Plein* | **Niveau de réalisation City Atrium** | **Niveau de réalisation NG II et III** |
| **Electricité** | Maintenir la consommation annuelle d’électricité en dessous de la moyenne des deux meilleures consommations enregistrées entre 2013 et 2016. | Consommation annuelle d’électricité en kWh/ETP. | 3415 KWh/ETP  +5,5% | 4637,6 KWh/ETP |
| **Gaz naturel** | Maintenir la consommation annuelle normalisée de gaz naturel en dessous des deux meilleures consommations enregistrées entre 2013 et 2016. | Consommation annuelle normalisée de gaz naturel en kWh/m2. | 59,27 KWh/m2  -10,5% | 69,9 KWh/m2 |
| **Eau** | Maintenir la consommation annuelle totale en dessous de la moyenne des deux meilleures consommations enregistrées entre 2013 et 2016. | Consommation annuelle d’eau en m3/ETP. | 9,3 m3/ETP  -22% | 8,6 m3/ETP |
| **Papier imprimé** | Maintenir la consommation annuelle de papier imprimé en dessous de la moyenne des deux meilleures consommations enregistrées entre 2013 et 2016. | Quantité de papier en kg/ETP/an. | 10417kg  23,10 kg/ETP  +10% | 6.237,5kg  7,6Kg par ETP  -163% |
| **Emissions de CO2 des véhicules de service** | Maintenir les émissions annuelles de CO2 émises par les véhicules de service en dessous de la moyenne des deux plus basses émissions de CO2 enregistrées entre 2013 et 2016. | Consommation moyenne annuelle de carburant par type de véhicule en litres par 100 km  Nombre de tonnes d’émissions de CO2 par an. | -23% consommation moyenne annuelle de carburant  -40% émissions CO2 | |
| **PMC** | Maintenir la quantité annuelle de déchets produits en dessous de la moyenne des deux quantités minimales enregistrées entre 2013 et 2016. | Quantité de déchets de PMC en m³/ETP/an. | 0.09 m3/ETP  +80% | 0,13 m3/ETP |
| **Carton et papier** | Quantité de déchets de Carton et papier en Kg/ETP/an. | 18.35 kg/ETP  -14% | 48,10 kg/ETP |
| **Verre** | Quantité de déchets de verre en kg/ETP/an. | 2,3 kg/ETP  +230% | 10,8kg/ETP |
| **Résiduels** | Quantité de déchets résiduels en kg/ETP/an | 39,15 kg/ETP  +26% | 126 kg/ETP |

Tous les détails concernant nos consommations de l’année 2019 se retrouvent dans déclaration environnementale 2020. Nous y détaillons également les actions entreprises et à mener pour améliorer notre performance environnementale.

Néanmoins, nous attirons votre attention sur les éléments suivants :

**Papier**

La consommation en papier par ETP a augmenté par rapport à 2018 au City Atrium et considérablement diminué aux NGII et NGIII. Toutefois, plusieurs facteurs ne nous permettent pas de nous prononcer de façon objective sur la consommation de papier :

* Nous ne disposons pas des données relatives à l’indicateur « Pourcentage de papier imprimé en recto-verso ».
* Nous nous sommes basés uniquement sur les données relatives à l’achat de papier par S2 et sur celles communiquées par l’Imprimerie.

Dans le cadre de la mise en place d’un nouveau système de monitoring des imprimantes par S3, il serait utile de prévoir une solution permettant d’évaluer les consommables des imprimantes.

**Déchets**

L’analyse du cycle 2017-2020, nous permet de constater que nous n’avons pas atteint nos objectifs et nous devons dès lors renforcer nos actions pour réduire nos déchets.

Par ailleurs, les données disponibles pour l’année 2020 montrent en effet une nouvelle augmentation. Cela est inexplicable au vu de la faible occupation du bâtiment. Suite à une analyse de nos données, nous avons constaté que les données relatives aux déchets repris par Renewi ne sont pas fiables (quantité "forfaitaire" non représentative des quantités réelles notamment pour les PMC). La modification du contrat est dès lors fortement recommandée à l’avenir pour tenir compte des quantités réelles.

Afin de disposer rapidement de données fiables, nous avons décidé de :

* Mettre en place **un système de suivi** et de monitoring mensuel des indicateurs déchets sur base d’un décompte manuel du nombre de sacs par nos agents. L’objectif est de comptabiliser régulièrement les quantités de déchets produits par type de déchets, en couvrant tous les types de déchets.

Afin de réduire nos déchets, nous avons décidé de :

* Renforcer notre **politique de prévention** en communiquant d’avantage sur notre politique environnementale, non seulement auprès de nos agents, mais aussi auprès des collaborateurs des parties intéressées utilisant nos infrastructures.
* Renforcer les procédures et les archives sans support papier ; assurer la durabilité des équipements et des fournitures, renforcer la réutilisation du mobilier et des équipements de bureau (par exemple, prévoir des services de nettoyage, de réparation et d’entretien de notre mobilier et de nos équipements pour en prolonger la durée de vie); encourager le personnel à utiliser des verres réutilisables plutôt que des verres à usage unique; encourager des fontaines à eau (sans verres en plastique).

Enfin, une réflexion globale sur nos services de cantine devra être entamée pour qu’ils puissent répondre à nos objectifs de durabilité. Compte tenu du contexte sanitaire et de la faible utilisation actuelle de notre cantine par nos agents, nous ne sommes pas encore en mesure de définir des indicateurs précis. La mise en place d’une politique de réduction des déchets alimentaires sera de toute évidence l’élément clé de notre future gestion de ces services.

1. **Nouveaux objectifs 2021-2024**

Pour le nouveau cycle EMAS 2021-2024, nous avons défini de nouveaux objectifs.

Afin d’améliorer les performances environnementales du SPF Economie, nous avons défini six objectifs généraux.

|  |  |
| --- | --- |
| **1** | Adopter les normes et dispositions environnementales pertinentes dans tous les aspects des opérations internes. |
| **2** | Continuer à réduire les émissions de CO2. |
| **3** | Prévenir la pollution qui pourrait être induite par les activités internes et réduire le plus possible les déchets par une utilisation rigoureuse et efficace des ressources. |
| **4** | Acquérir autant que possible des produits durables pour son propre compte (par exemple des produits recyclés, certifiés FSC ou à faible incidence environnementale et de l’énergie d’origine renouvelable). |
| **5** | Intégrer davantage les considérations environnementales dans les décisions relatives à la passation des marchés pour son propre compte, le cas échéant. |
| **6** | Réduire les risques découlant des dangers pour l’environnement, la santé ou la sécurité, pour les employés. |

Chaque objectif général se décline en un ou plusieurs objectifs spécifiques, lesquels sont énumérés dans l’annexe 2. Nous y détaillons également les indicateurs de suivi et la base de référence pour l’évaluation de nos données.

L’objectif spécifique de réduction de la consommation d’énergie sera revu en fonction de la législation de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment du Plan local d’actions pour la gestion énergétique, des résultats des audits énergétiques et du plan d’action.

Par rapport aux cycles précédents, nous avons intégré de nouvelles dimensions notamment en termes de formation et d’achats durables.

Dans le cadre du nouveau cycle EMAS, la mobilité représente un enjeu prioritaire. Nous continuerons à veiller à la réduction des émissions des véhicules de la flotte. Pour aller plus loin, nous avons, pour la première fois, décidé d’inclure un objectif chiffré en termes d’Ecoscore.

Quant à l’année de référence pour l’analyse de l’évolution de nos performances, nous proposons d’utiliser les données relatives à l’année 2019. L’année 2020, en raison de la crise sanitaire, nous a forcé à changer nos modes de travail. Cela a eu comme conséquence directe l’augmentation importante du télétravail et une faible occupation de nos bâtiments. Pour cette raison, nous proposons de ne pas tenir compte des consommations de l’année 2020 dans le calcul de notre base de référence.

Afin d’assurer un suivi des différents objectifs, nous avons décidé de mettre en place de nouveaux outils pour recueillir fréquemment les données et surveiller constamment nos consommations et notamment celles relatives à l’électricité, le gaz, l’eau et les déchets. Le monitoring des indicateurs permet de connaître de façon périodique les performances environnementales, d’évaluer leur progression et de les comparer aux objectifs fixés dans le programme d’actions.

L’année de référence pour juger de l’atteinte de nos objectifs est 2024. Au fur et à mesure de l’atteinte de certains objectifs, ceux-ci seront remplacés par d’autres avec une année cible définie pour chacun d’entre eux.

Le cas échéant, nos performances environnementales seront comparées aux repères d’excellence édités dans la décision (UE) 2019/61 de la Commission du 19 décembre 2018 concernant le document de référence sectoriel pour le secteur de l’administration publique. Ces repères donnent une indication du niveau de performance environnementale atteint par les organisations les plus performantes dans ce secteur. Ces repères représentent des objectifs que nous souhaitons atteindre sur le long terme.

Aux fins de la réalisation des objectifs généraux et spécifiques, nous déterminerons les actions correspondantes qui sont requises pour mettre en place le système de gestion environnementale dans son ensemble ou pour faire face à certaines incidences et certains aspects particuliers couverts par le système. Un plan d’action détaillé sera défini en concertation avec les services concernés et soumis à la validation du Comité de Direction au courant du mois de mai 2021.

1. **Suivi des revues de direction précédentes**

|  |  |
| --- | --- |
| **Actions décidées lors des revues de direction précédentes**  CD : Comité de direction | **Etats d’avancement de ces actions** |
| CD refuse l’idée que la cellule Développement Durable tienne à jour le registre des textes des réglementions environnementales. Il demande à S2 de trouver un moyen pour y remédier. | Le CEMAS se chargera de tenir à jour le registre des textes des réglementations environnementales. Il s’appuiera notamment sur l’expertise du réseau fédéral EMAS et de la collaboration avec le SPF Mobilité. |
| CD approuve le plan de communication 2019-2020 | Les actions du plan 2020 n’ont pas été toutes exécutées à cause de la crise sanitaire. Certaines ont été reportées à l’année 2021. Un nouveau plan de communication 2021-2022 est présenté au CD (voir annexe 4). |
| CD approuve le programme des audits internes 2017-2020 (modifié). | L’exécution du programme précédent n’a pas été suivi. Un nouveau programme des audits internes 2021-2023 est présenté au CD (voir annexe 3). |
| CD est d’accord que S3 tienne compte des contraintes relatives à la non mise à disposition de données d’impression, lors du changement du parc imprimantes.  S3 et S2 pourront examiner ensemble cette question lors du changement du parc imprimantes. | S3 a changé une partie du parc imprimantes et il n’est pas possible de fournir des données globales d’impression. Un nouveau système de monitoring sera mis en place. S2 et S3 organiserons une réunion afin de définir les éléments à tenir en compte pour garantir la mise à disposition de données relatives aux impressions. |

1. **Etat des actions correctives et préventives**

À la suite des non-conformités détectées lors du dernier audit, des actions correctives ont été mises en place et validées par l’auditeur.

Le tableau ci-dessous reprend les actions décidées pour corriger les 5 nouvelles non-conformités détectées. Les détails liés à l’avancement de toutes les actions entreprises, y compris pour répondre aux non-conformités mises en évidence lors des audits précédents, figurent à l’annexe 5.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Description** | | **Action** | **Responsable** | **Deadline** | **Etat d'avancement** |
| 1 | Le dernier PV de revue de direction date du 8/10/2019 | Proposition de revue de direction en annexe. | CEMAS | 08-mars | En cours |
| 2 | Aucun objectif n’est fixé pour la période 2021-2024 | Proposition de nouveaux objectifs en annexe. | CEMAS | 08-mars | En cours |
| 3 | Les bâtiments NGII et III n'ont pas de permis valide. | La procédure est en cours Une procédure a été mise en place pour éviter que cela ne puisse se reproduire. | Facility Manager | 22-mars | En cours |
| 4 | L'évaluation de la conformité réglementaire est incomplète. | Ajouter la législation EU et finaliser l'analyse de conformité | CEMAS | fin avril | En cours |
| Permis d'environnement pas disponibles pour le CEMAS | Le permis pour le City Atrium a été ajouté dans le SharePoint | CEMAS | 28-févr | Terminée |
| 5 | Le stockage des produits inflammables n'est pas conforme aux exigences légales | Déplacer les produits dans l’armoire sécurisée au rdc. | Logistique | 15-mars | En cours |
| Mise en place d'une procédure interne.  Tenu d’un registre pour respecter les exigences du Permis d’environnement (100 kg produits dangereux). | CEMAS | 28-févr  suivi | Terminée |

1. **Changements de circonstances**

Pas de changement majeur.

1. **Recommandations d'améliorations**
   1. **L’adéquation des ressources**

Le point 7.1 de la norme ISO 14001-2015, stipule ce qui suit : « L’organisme doit identifier et fournir les ressources nécessaires à l’établissement, la mise en œuvre, la tenue à jour et l’amélioration continue du système de management environnemental ».

La coordination de tout le système de management de l’environnement était jusqu’à présent assurée par une seule personne de niveau A, à savoir le Coordinateur EMAS. En plus, tout le support administratif, y compris la mise à jour du registre réglementaire (veille réglementaire), est assurée aussi par le coordinateur EMAS.

Le dernier audit a mis en évidence une des principales faiblesses de notre système de gestion environnemental, à savoir le manque de cohérence et de coordination. Pour y pallier et afin de renforcer l’efficacité de notre SME, nous avons décidé de mettre en place une cellule EMAS au sein de S2 et de renforcer la collaboration avec la cellule de développement durable.

Par ailleurs, nous proposons, dans un souci de cohérence, l’utilisation progressive des Templates existantes dans le cadre du réseau Qualité. Travailler avec les différents réseaux est une opportunité unique de créer plus de synergies, de se renforcer mutuellement et permettre à notre institution d’ainsi atteindre des objectifs encore plus ambitieux. Enfin, cette nouvelle méthode de travail permettra également de mieux faire connaître les actions entreprises et les résultats atteints dans le cadre d’EMAS.

* 1. **Les opportunités d’amélioration continue**
     1. **Formation du personnel**

- Correspondants et facilitateurs EMAS

Une formation générale sur les exigences de la réglementation EMAS a eu lieu en janvier 2021. Considérant les changements qui ont eu lieu dans les correspondants EMAS des différentes DG, nous étudierons la possibilité de nouvelles formations plus ciblées sur certains aspects au cours de l’année 2021.

En outre, lors des audits internes, nous sensibilisons les services à nous communiquer leurs besoins en formations environnementales utiles pour le bon déroulement de leurs processus.

- Auditeurs internes

Afin de pallier au manque d’auditeurs EMAS et de respecter nos obligations en termes d’audits internes, nous proposons de prévoir des formations spécifiques.

* + 1. **Communication**

La communication est un facteur critique de succès de nos performances environnementales. L’audit externe a permis de constater que la communication sur les résultats des indicateurs/objectifs de l'année écoulée et des indicateurs/objectifs en cours peut être améliorée.

Afin de faire mieux connaître notre système de management environnemental et nos résultats, nous avons élaboré un plan de communication pour l’année 2021 et travaillerons avec le service de communication pour mener à bien notre stratégie de communication « EMAS » (annexe 4).

Décisions du Comité de direction

Le Comité de direction :

* prend acte de la revue de direction 2020.
* estime que la politique environnementale peut rester inchangée.
* approuve les nouveaux objectifs 2021-2024.
* approuve le plan de communication 2021 et le plan d’audits 2021-2023.

Réginald Massant

Directeur Service d'encadrement

Budget et Contrôle de Gestion

Nombre d’annexes : 5